MAG
AntiPAUVRETÉ
Magazine d'EAPN – Réseau européen anti-pauvreté

NO. 130 | 2009
III, 2009
www.eapn.eu

Contre **l'impact social de la crise**

Le **FMI à la rescousse des pays d'Europe de l'Est ?**
Les cas de la Hongrie et de la Lettonie

La crise : projecteurs sur **l'Espagne, l'Irlande, la Finlande** et **l'Allemagne**

Les causes et l'impact social de la crise méritent un Sommet européen

FINTAN FARRELL, DIRECTOR EAPN

La crise a un impact multiple et dévastateur, mais elle présente aussi une série d'opportunités. La façon dont ces opportunités seront saisies prouvera si nos sociétés se seront engagées dans une reprise et un développement sociaux et durables ou si elles auront seulement repris leur souffle avant de replonger dans une nouvelle crise.

Et cela dépend de si, oui ou non, on aura décidé de nommer et de traiter les causes de la crise. Dans la négative, les mêmes erreurs seront répétées, à l'instar des mesures à prendre contre la crise. Un Sommet européen permettant de discuter des causes sous-jacentes et de l'impact social de crise est plus que nécessaire.

Pour EAPN, la crise est due, non seulement à l'échec du marché financier, mais aussi aux inégalités croissantes au sein de l'Union européenne et dans le monde. Les inégalités ont des conséquences fatales incontournables, comme le démontrent de plus en plus d'analyses, telles que celles de Wilkinson et Pickett, *« The Spirit Level – Why more equal societies almost always do better »*[1]. Elles sont encouragées par la dérèglementation des marchés et le dysfonctionnement grandissant des systèmes de redistribution de l'économie mondialisée.

Dans ce numéro, EAPN se penche sur l'impact de la crise sur les gens et les communautés confrontés à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Les différentes contributions nous permettent de comprendre pourquoi la lutte contre la pauvreté et les inégalités devrait figurer en tête, et non en marge, des réponses à la crise.

1\ Ndt : « Pourquoi les sociétés égalitaires réussissent-elles presque toujours mieux? ». Cet ouvrage n'existe encore qu'en anglais. Un *article en français sur cet ouvrage* a paru dans *Les Echos*, Les inégalités redeviennent un sujet majeur, J. Damon, 03 sept. 09.

Table des matières

Contre l'impact social de la crise 03

Irlande : de l'emballement à l'effondrement 04

Espagne : tous les foyers sont touchés 05

Le FMI à la rescousse des pays d'Europe de l'Est 06

Allemagne : un panorama général loin d'être rose 07

La crise n'a pas épargné la Finlande 08

L'impact de la crise sur les familles et les enfants ne fait que commencer 09

Plus de besoins, besoin de plus - Une étude d'Eurodiaconia sur l'impact de la crise financière sur les prestataires de services sociaux 10

Les pays en développement subissent une triple crise 11

La crise en chiffres 12

Remerciements pour les photographies :

Page 7 : *Debt per Inhabitant segmented by Region*, Alec in Munich, 2 oct. 2009.

Page 8 : EAPN Finlande, 2009.

EUROPEAN ANTI POVERTY NETWORK

AntiPAUVRETÉMAG
Magazine d'EAPN – Réseau européen anti-pauvreté
N°130, III 2009

Editeur responsable: Fintan Farrell
Responsable de publication: Nellie Epinat
Avec la contribution de: Claire Champeix, Coralie Flémal

Square de Meeûs 18, 1050 Bruxelles
Tél: +32 2 226 58 50, Fax: +32 2 226 58 69
E-mail: team@eapn.eu, Site web: www.eapn.eu

Ce magazine reçoit le soutien financier de la Direction générale Emploi, affaires sociales et égalité des chances de la Commission européenne par le biais du Programme communautaire européen pour l'emploi et la solidarité sociale PROGRESS (2007-2013).

Pour de plus amples informations, consultez:

http://ec.europa.eu/employment_social/progress/index_fr.html

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'opinion ou les positions de la Commission européenne.

Contre l'impact social de la crise

PAR SIAN JONES, COORDINATRICE POLITIQUE D'EAPN

Aller au-delà de la croissance et de l'emploi
Malgré une soi-disant reprise, on constate que l'économie européenne continue à faiblir et on prévoit la perte de 3,5 millions d'emplois en 2009. Si l'UE a élaboré un nouveau cadre de règlementation financière ainsi qu'un plan de relance de l'économie visant à stimuler la croissance et à maintenir l'emploi[1], rien n'a été prévu pour évaluer l'impact social de la crise. Ceux et celles dont la qualité de l'emploi s'est effroyablement dégradée ne figurent pas dans les priorités politiques. Quant à ceux qui étaient déjà sans emploi avant la crise, ils semblent invisibles. A long terme, la pression accrue imposée à des services de base déjà sous-financés - et souvent fournis par le secteur associatif - et les coupes dans le financement des systèmes de protection sociale laissent planer une sérieuse menace sur la cohésion sociale au sein de l'UE.

Des emplois de médiocre qualité et une exclusion de plus en plus grave
De nombreux emplois sont en train de disparaître et les premières victimes en sont les personnes les plus précarisées. Dans le contexte actuel, on argue que des « emplois médiocres » sont préférables à « pas d'emploi du tout » ; combien de temps cela va-t-il pouvoir durer ? Peu de pays compensent le manque à gagner des bas salaires via des aides supplémentaires. On persiste à sous-estimer l'effet à long terme sur le nombre de travailleurs pauvres ou sur la qualité de l'emploi, alors que, déjà avant la crise, 25% des personnes en situation de pauvreté avaient un emploi. En Espagne, plus de 90% des emplois perdus au cours du premier semestre 2009 étaient des emplois intérimaires. D'autres pays ont constaté des augmentations considérables du chômage partiel et des « vacances forcées » (souvent non rémunérés).[2] Les "anciens pauvres" n'étant plus prioritaires, la plupart des pays ont choisi de renforcer **les politiques d'activation punitives** malgré la diminution du nombre d'emplois disponibles.

Augmentation de la dette et plus d'insécurité
Les pertes d'emplois, l'insécurité et les bas revenus sont autant de facteurs qui aggravent la problématique du **surendettement**.[3] Les pouvoirs publics ont agi du côté des services financiers, rien n'a été fait pour garantir des services durables et abordables de médiation de dettes ni de systèmes de crédit équitables. On constate également un impact sur le logement – principalement pour les propriétaires immobiliers à bas revenus-, notamment une augmentation du nombre de saisies et des signes de pression sur le secteur locatif.[4]

Des services publics de moindre qualité ?
Toutefois, la principale crainte concerne **l'impact à long terme sur les systèmes de protection sociale et sur les services**. Dans certains pays, on signale déjà des coupes sombres ou un renforcement des critères d'éligibilité[5], qui affectent gravement les services fournis par des ONG. En Irlande, les services sociaux et de santé ont déjà connu des réductions budgétaires. Dans le même temps, nombreux sont les nouveaux Etats membres qui, frappés par une asphyxie budgétaire, ont été obligés de demander l'aide du FMI. Les exigences imposées par le FMI les ont forcés à réduire la couverture de la protection sociale et à diminuer les salaires, malgré les engagements contraires pris par les autorités publiques[6]. La diminution des cotisations patronales fait également peser une menace directe sur la pérennisation du financement des systèmes de protection sociale.[7]

5 mesures urgentes:

1. Consolider la protection sociale, garantir le revenu minimum. S'assurer que tout un chacun dispose d'un revenu adéquat pour répondre à ses besoins fondamentaux, pour pouvoir participer à l'économie et à la société. L'élaboration d'une directive cadre sur le revenu minimum, basée sur la recommandation de la Commission relative à l'inclusion active[8], semble être la prochaine étape logique.

2. Promouvoir des emplois de qualité et l'inclusion active des personnes vivant déjà en situation d'exclusion. Un emploi durable et de qualité requiert une protection renforcée de l'emploi. **Des démarches intégrées de l'inclusion active** doivent être élaborées afin de garantir l'accès aux personnes qui vivent déjà en situation d'exclusion, principalement des femmes, des jeunes et des personnes âgées, les minorités ethniques et les migrants.

3. Investir dans de nouveaux emplois sociaux / verts et dans l'économie sociale. L'argent public est principalement investi dans des emplois intérimaires de fortune. Les nouveaux emplois sociaux et verts représentent un investissement promouvant une économie faible en carbone et de nouveaux services sociaux. L'économie sociale, principalement via les entreprises sociales d'insertion par l'emploi (les WISE), peut jouer un rôle de premier plan en réinvestissant son profit dans des emplois et des services locaux.

4. Garantir le financement public et réduire les inégalités. L'argent public a afflué pour sauver les banques et l'économie. Le budget des services publics est d'ores et déjà raboté afin de réduire les déficits publics, ce qui ne fait qu'augmenter la pauvreté et les inégalités et pénaliser les personnes en situation de pauvreté. Des méthodes alternatives pour générer des recettes sont possibles : modifier les priorités budgétaires, promouvoir une fiscalité plus juste, proscrire la fraude fiscale et l'évitement fiscal, réguler l'écart de revenus entre les travailleurs et la direction, ou encore l'écart entre le niveau des salaires et le niveau des profits.

5. Investir dans la société civile et dans la participation. Les ONG nationales doivent répondre à une demande de services de plus en plus grande, alors que leur sous-financement s'aggrave. S'ajoute à cela, pour certaines ONG, une chute du niveau des cotisations de membres et des cotisations volontaires. Il est nécessaire de garantir d'urgence le financement des frais de fonctionnement des ONG, tout en mettant en place un dialogue mieux structuré dans le cadre des processus d'élaboration des politiques, comme celui de la MOC sociale).

Construire un avenir plus social et plus durable. Le modèle actuel, qui repose sur une priorité absolue de la croissance économique, considérée comme une fin en soi, et non pas comme un instrument au service des objectifs sociétaux, n'est pas viable. Faute d'une réflexion en profondeur sur les défaillances du modèle, il sera impossible de construire un nouveau modèle social et durable. Le débat actuel sur la forme que prendra la stratégie européenne de Lisbonne pour l'après 2010 (2010-2020) est une occasion unique d'élargir la discussion. La nouvelle étude d'EAPN sur l'impact social de la crise et sur les propositions pour l'après 2010 vise à contribuer de manière pertinente à ce débat.[9]

Documents de référence:
Voir : *"Une UE de confiance"* et d'autres rapports d'EAPN (disponibles sur le site d'EAPN : *www.eapn.eu*)

1\ Le plan de relance de l'UE, y compris « *Stimuler la relance économique* » (mars 2009).
2\ Notamment à Malte et à Chypre.
3\ Notamment en Finlande, au Luxembourg et en Belgique.
4\ Notamment en France.
5\ Notamment en Suède, en Autriche, en Lituanie et en Espagne.
6\ Notamment en Hongrie et en Lettonie.
7\ Le budget public de la Finlande sera réduit de 912 millions d'euros en 2009.
8\ Recommandation de la Commission sur l'inclusion active. Déc. 2008.
9\ Ndt : Work Integration Social Enterprises.

Irlande: de l'emballement à l'effondrement

PAR MARK BYRNE, CHARGÉ DE L'INFORMATION & DE LA SENSIBILISATION, EAPN IRLANDE

Alors que la récession se calme dans certains pays, l'Irlande demeure profondément embourbée dans une crise économique et sociale catastrophique. En 2008, des facteurs internes et internationaux se sont combinés pour plonger le pays dans une période d'austérité économique sans précédent. Les conséquences de la crise bancaire mondiale, accompagnée par le rétrécissement des crédits, ont été aggravées par l'explosion d'une bulle immobilière intérieure hypertrophiée.

Le taux de chômage est passé de 4,8% en janvier 2008 à 12,2% en juillet 2009. Le nombre des licenciements a fait un bond de 142%, tandis que les chiffres les plus récents indiquent quelque 423.400 sans-emploi. Si la construction fut le premier secteur touché par la crise, les pertes d'emplois et les licenciements se sont vite répandus dans presque tous les autres secteurs d'activités. La crise du crédit continue à soumettre les entreprises irlandaises à d'insurmontables difficultés qui plongent des centaines de petites et moyennes entreprises pourtant saines dans la faillite.

L'écroulement du marché immobilier, couplé à la crise de l'emploi, a causé une chute brutale des recettes fiscales de l'état. En conséquence, le gouvernement irlandais n'a eu d'autre choix que d'augmenter son volume d'emprunts, ce qui a entraîné un déficit de trésorerie tel que l'Irlande, d'ici la fin de l'année, dépensera un tiers de plus qu'elle ne récoltera en recettes fiscales. Un niveau d'emprunt intenable et la révélation de pratiques bancaires peu éthiques pèsent lourdement sur la cotation des crédits irlandais sur les marchés internationaux.

Nul ne sait si le gouvernement est suffisamment imaginatif ou politiquement astucieux pour aider le pays à surmonter la crise économique et sociale. Les solutions innovantes brillent par leur absence et il semble que le gouvernement ne voit d'issue que dans un traitement de cheval sur base de politiques d'austérité agressive. Le gouvernement vient de publier le rapport McCarthy, dont le but était de trouver quelque 5 milliards d'euros à épargner sur le budget public. Les conclusions du rapport vont un peu dans tous les sens; on propose des coupes sombres des dépenses publics dans les domaines de l'aide sociale, de l'enseignement, du secteur local et bénévole, tandis qu'on mettrait un terme brutal au paiement des allocations familiales universelles (*universal child benefit*).

Le gouvernement a été lent à réagir à la crise économique et peine à répondre à ses conséquences sociales. Malgré la garantie gouvernementale sur les emprunts bancaires nocifs, malgré la nationalisation de la Banque Anglo-Irlandaise et malgré les prêts massifs accordés aux deux plus grandes banques, les petites et moyennes entreprises restent étranglées par l'absence de crédits. Pour s'attaquer à la crise bancaire, le gouvernement a proposé la mise en place d'une *National Asset Management Agency* (NAMA – Agence nationale de gestion des actifs) censée sortir les emprunts nocifs des livres comptables des banques. On a pourtant l'impression que le gouvernement va accepter de payer des montants astronomiques pour ces emprunts, montants que le contribuable irlandais remboursera pendant quelques décennies.

La réaction à la crise de l'emploi accuse une lenteur et un manque d'ambition flagrants. Le Ministre des Entreprises, du Commerce et de l'Emploi a mis en place un programme de protection de l'emploi dont le budget, de 250 millions d'euros, devrait aider certaines entreprises à surmonter la crise. Mais rien n'indique que la protection des emplois soit la priorité du gouvernement.

Alors que la crise économie s'intensifie, ses conséquences sociales sont de plus en plus évidentes. A côté d'une crise de l'emploi qui s'installe, les allocataires sociaux voient leurs revenus se réduire de jour en jour. L'idée d'une indemnité sociale extraordinaire, censée aider à couvrir les dépenses de Noël, a été abandonnée, tandis que l'aide aux locataires a été réduite. Le rapport de McCarthy propose une réduction généralisée de 5% du budget global de l'aide sociale. Cette proposition pourrait avoir des conséquences désastreuses pour des milliers de familles confrontées, partout dans le pays, à des difficultés insurmontables. Une génération entière risque d'être sacrifiée : un jeune sur cinq est sans emploi et les perspectives d'emploi pour les jeunes diplômés sont ténues.

Le gouvernement se sert de l'excuse du contexte économique pour justifier sa mise à mal des infrastructures de défense de l'égalité et des droits humains ou de lutte contre la pauvreté et le racisme. Lors du dernier exercice budgétaire, l'Organisme chargé de l'Egalité a subi une réduction budgétaire de 43%, tandis que la Commission irlandaise pour les droits humains voyait son budget diminuer de 24%. Dans le même temps, la « Combat Poverty Agency », qui était indépendante, a été englobée dans le Ministère des Affaires sociales et familiales. Les budgets des ONG et des groupes de la société civile ont suivi la même courbe descendante.

KAREN FITZPATRICK, THE IRISH INDEPENDENT, 10 JUILLET 2009

J'ai essayé de me préparer au marché du travail en suivant des cours du soir, en faisant du bénévolat pour acquérir de l'expérience et « rendre » un peu de ce que j'avais reçu en aide sociale. J'ai trouvé un emploi, alors que la récession faisait rage ; mais j'ai vite perdu ce qui n'était qu'un emploi temporaire. Si ma famille reçoit une aide sociale, ce n'est pas par choix. Je feuillette la liste de manuels scolaires dont mon fils a besoin pour sa première année de secondaire. J'ai appris que je ne pourrai pas bénéficier d'une bourse pour les acheter, son école ne faisant pas partie des écoles défavorisées. Si l'école n'est pas défavorisée, moi je le suis (...) Mes enfants sont nés dans la pauvreté mais leurs rêves ont autant de valeur que ceux des autres.

EAPN Irlande poursuivra son travail de pression pour défendre les plus vulnérables face aux nombreuses attaques portées contre les mécanismes d'aide sociale. Nous avons demandé une augmentation des impôts des revenus les plus élevés, dans le but de maintenir les services sociaux les plus importants. Nous collaborerons avec la plateforme communautaire (qui a le statut de partenaire social) pour présenter notre propre projet de budget, afin que la relance économique se fasse dans un esprit de justice. Nous avons également participé, lors du mois de septembre, à une manifestation pour affirmer notre opposition aux propositions de réductions des budgets sociaux. Nous avons enfin entamé une stratégie volontariste de communication, les lettres et articles d'EAPN Irlande se multipliant dans les médias locaux et nationaux. Au centre de cette stratégie, figure le souhait de faire connaître le vécu des personnes en situation de pauvreté. Le mois passé, EAPN Irlande, dans le cadre d'un groupe de travail d'ONG sur le thème de l'emploi, a effectué une analyse détaillée de la crise sociale et économique en Irlande et a formulé une série de propositions politiques pour une relance économique capable de réduire le nombre de personnes en situation de pauvreté.

Alors que d'autres pays entrevoient le bout du tunnel, la crise semble vouloir s'installer en Irlande. EAPN Irlande veut travailler avec et pour ceux et celles dont la voix n'est pas entendue et dont la vie sera affectée par le manque de vision du gouvernement dans son approche de la relance économique.

Espagne: tous les foyers sont touchés

PAR ISABEL ALLENDE ROBREDO, DIRECTRICE D'EAPN ESPAGNE

Jamais au cours des dernières décennies, les signaux économiques n'ont été aussi inquiétants qu'aujourd'hui : déclin de la production, taux élevés de chômage et perspectives peu encourageantes. La mobilisation de nombreuses ressources dans le cadre des politiques fiscales et du sauvetage du système financier explique la réapparition de déficits et la relance à la hausse des dettes publiques. Toutefois, l'effort déployé est insuffisant pour répondre à l'augmentation du chômage et la multiplication de foyers qui, faute de percevoir un revenu professionnel, dépendent de plus en plus de la protection sociale.

Si la crise touche tous les foyers, la pauvreté causée par la perte d'un emploi frappe davantage les familles monoparentales, les jeunes célibataires et les familles nombreuses.

Suite à la crise économique, la réalité sociale en Espagne a changé profondément. La fragilité et la précarité de l'emploi, la persistance des inégalités et le faible niveau de protection offert par la plupart des prestations sociales sont autant de facteurs qui expliquent l'augmentation considérable de la pauvreté et de l'exclusion avec la crise.

Ces deux dernières années, le nombre de personnes bénéficiant de services de prise en charge de base ainsi que les demandes d'aide psychologique ont considérablement augmenté.

Parmi les personnes les plus touchées par la crise, on distingue deux situations différentes : d'une part, les personnes et les groupes déjà en situation d'exclusion ou menacés par l'exclusion avant la crise, ont vu leur situation s'aggraver sévèrement depuis lors ; d'autre part, la crise touche également d'autres familles qui, si elles ne connaissaient pas de problèmes majeurs auparavant, ont brutalement perdu leur emploi et se retrouvent à solliciter une aide sociale à leur tour.

Le taux de chômage a cru sensiblement chez les populations immigrées, car elles occupent principalement des emplois précaires qu'occupait précédemment la population espagnole. Sans emploi, ces populations se retrouvent en grand nombre en situation d'irrégularité administrative. On constate d'ailleurs une augmentation des demandes de *"retour volontaire"*.

Les services pour les personnes sans-abri signalent que la crise n'a pas encore eu pour effet de gonfler les rangs des exclus du logement, même s'ils constatent une augmentation des demandes qui leur sont adressées.

La crise économique a mis en évidence les déficiences du système de protection sociale espagnol. Tous les éléments relevés jusqu'à présent pointent les limites du système espagnol de revenu minimum garanti, qui a de plus en plus de mal à assurer le niveau de protection sociale requis. En outre, les services publics ne parviennent pas à répondre aux besoins fondamentaux de la population et les fonds publics ne suffisent plus pour y répondre.

Il convient et urgemment de rénover ce système, pour qu'il serve non seulement de mécanisme d'aide temporaire face aux nouvelles formes de pauvreté dues à la crise, mais également de colonne vertébrale pour la consolidation du mécanisme actuel de protection sociale.

EAPN-ESPAGNE, dans le cadre du Forum Social (stratégie de coopération entre plates-formes sociales espagnoles) plaide, à la lumière de la crise économique et sociale actuelle, en faveur de réponses structurelles et globales afin de construire un nouveau modèle social durable, adéquat et de qualité. Ainsi, en tant que membre du Forum Social, nous demandons un plan d'action d'urgence comportant des mesures préventives et palliatives.

Nous avançons quelques propositions en la matière :
A l'image des propositions de relance de la production au niveau local, **il est nécessaire de mettre en place un fonds, géré et exécuté par les services sociaux de la municipalité, qui aurait pour objectif de relancer le système de protection sociale**[1]. Voilà pourquoi nous estimons nécessaire de consolider le « Plan Concertado de Prestaciones Basicas » (plan concerté pour les services sociaux de base), et de doubler son financement en provenance de l'administration publique. De la même manière, les autorités locales devraient mettre en place des collaborations avec les mouvements associatifs locaux afin de maximaliser les résultats des actions prévues dans le plan.

En ce qui concerne l'aide aux chômeurs en fin de droit, nous proposons **un élargissement des allocations de chômage** afin d'éviter que les familles concernées ne doivent se tourner vers les réseaux d'aide sociale. Le gouvernement espagnol a d'abord approuvé une aide de 422 € pour une période de six mois.

En outre, il est nécessaire d'adopter une **politique migratoire** axée sur la régularisation et l'intégration, assurant qu'il n'y ait aucun laissé-pour-compte et qui prévienne le développement d'attitudes racistes de la part de la population autochtone. Nous proposons, entre autres, d'adapter la *Loi sur les Etrangers* à la réalité actuelle pour éviter de gonfler les rangs des personnes en situation illégale.

Il conviendrait également de **garantir un droit constitutionnel au revenu minimum ;** nous proposons à cet égard de transformer la « *Renta Activa de Inserción* » (revenu actif d'insertion) en un simple système d'aide sociale pour un revenu minimum garanti sur tout le territoire espagnol. Ce système pourrait être financé conjointement par l'Etat et les communautés autonomes et être complété par d'autres aides en provenance de ces dernières. Nous plaidons en faveur d'un revenu minimum national garanti d'un montant de 500 €.

Autres propositions:

- Réformer les politiques d'activation sur le marché de l'emploi afin d'en favoriser l'accès pour les personnes les plus vulnérables.
- Soutenir le passage du chômage à l'emploi par des actions de renforcement des capacités et de formation.
- Définir les besoins en matière d'emploi et de formation des groupes les plus en difficultés afin de pouvoir établir des parcours d'insertion.
- Prévenir et lutter contre l'économie souterraine.
- Sensibiliser l'opinion publique pour garantir la cohésion sociale.

En outre, nous soutenons et réclamons **deux mesures que le gouvernement s'est engagé à adopter** : relever le salaire minimum à 800€ et augmenter les plus petites pensions. Ces deux mesures pourraient à elles seules faire diminuer le niveau de pauvreté de 2% en Espagne.

1\ Nous savons que les interventions sociales les plus efficaces répondent à trois critères : être personnalisées, prolongées et suffisamment financées. Et c'est au niveau local que nous avons le plus de chances de remplir ces trois critères.

Le FMI à la rescousse des pays d'Europe de l'Est ?

Les cas de la Hongrie et de la Lettonie

PAR ELINA ALERE, DIRECTRICE D'EAPN LATVIA ET IZABELLA MARTON, DIRECTRICE D'EAPN HONGRIE

La crise économique a lourdement frappé les pays d'Europe de l'Est dont la croissance économique était partiellement alimentée par des emprunts massifs auprès de banques occidentales et par un accès facile aux prêts libellés en devises étrangères. Dans les soubresauts de la crise, du rétrécissement des crédits et de la chute brutale de la valeur de leurs devises, la charge de la dette est vite devenue insupportable.[1] La Hongrie, l'Islande, la Lettonie, la Serbie et la Roumanie ont toutes contracté un emprunt auprès du Fonds monétaire international (FMI) au cours de l'année écoulée. Bien que le FMI prétende se soucier du « coût social » de la crise, les réformes budgétaires et structurelles restent leur principal cheval de bataille politique, ce qui explique les coupes sombres effectuées dans les budgets des services sociaux et de l'administration publique, et toutes les conséquences que nous connaissons partout dans le monde.

En 2007, l'économie hongroise connaissait déjà un sérieux ralentissement de la croissance de son PIB (1,2% par rapport aux 4% de 2006) et un des taux d'emplois les plus bas en Europe (57,3%). A cause de la crise, les entreprises privées ont voulu réduire leurs dépenses en personnel, soit en diminuant le temps de travail, soit en reportant le paiement des salaires. Malheureusement, on observe les mêmes tendances dans le secteur informel, qui alimente une part importante des revenus des familles pauvres. Le logement est lui aussi devenu un problème de taille. Nombreuses sont les familles qui doivent rembourser une hypothèque alors qu'elles ont perdu leur emploi ; celles-là sont confrontées à des difficultés insurmontables, notamment lorsqu'elles doivent payer les factures de chauffage. Fin 2008, la Hongrie a contracté un emprunt de 1,2 milliard d'euros auprès du FMI. Au delà des difficultés fiscales et monétaires, les réductions dans les dépenses publiques ont eu pour effet d'aggraver des conditions de vie déjà pénibles pour de nombreux Hongrois. Tous les transferts sociaux ont été gelés ces deux dernières années, la mesure frappant dans un premier temps les allocations familiales, qui constituent pour un grand nombre de familles pauvres la principale source de revenus. Le "*socpol*"[2] a également été suspendu.

La crise a également frappé un système politique déjà fragile. La coalition au pouvoir, qui rassemblait les socialistes et les libéraux, a rompu, laissant les socialistes dans un gouvernement minoritaire depuis 2008, indépendamment du remplacement du premier ministre au cours du printemps. Pour ce qui concerne le climat social, les signes de panique se multiplient, comme en témoignent les nombreux actes d'intolérance et de violence à l'encontre des Roms ou la méfiance qui s'installe vis-à-vis autorités publiques.

La situation en Lettonie est tout aussi sombre. Le Premier ministre Godmanis a beau avoir déclaré que « les impôts ne devraient pas grimper en temps de récession »[3], le recours à un emprunt auprès du FMI a imposé de sabrer dans les salaires, dans les allocations sociales et dans les pensions, tout en augmentant les impôts. Licenciements massifs, fermetures d'hôpitaux et d'écoles, augmentations du coût des transport publics et nouvelles taxes, voilà le quotidien des Lettons.

Les premiers signes de crise économique et sociale sont apparus en Lettonie dès le milieu de 2008, quand le gouvernement a annoncé le gel des salaires dans le secteur public. Ont suivi des négociations entre les syndicats et le gouvernement, des protestations et des manifestations publiques – sans le moindre résultat. Lorsque la banque privée *Parex* a fait faillite, les autorités publiques ont décidé de la sauver, au prix d'une dépense somptueuse : 700 millions de LVL. En fin de compte, l'opération a coûté à chacun des 2,4 millions de Lettons la coquette somme de 500 LVL (700 EUR) et a vidé les caisses de l'Etat. Exsangue, le gouvernement letton n'a eu d'autre choix que de contracter un emprunt auprès du FMI et de la Commission européenne. Des négociations secrètes ont été menées en vue de politiques dont l'unique but est de répondre aux demandes du FMI : réduire le déficit public. La TVA est passée de 18% à 21%. Ce sont les médicaments, les livres et la presse qui ont subi l'augmentation la plus importante, le taux précédent étant de 5%. L'étape suivante consista à réduire les allocations de maternité et les allocations familiales, ainsi que les pensions et les indemnités de chômage, aussi bien dans leur montant que dans leur durée. Le salaire minimum mensuel est aujourd'hui fixé à 180 LVL (250 EUR), un montant largement insuffisant pour vivre dans la dignité. Il est prévu de le réduire à 160 LVL. Tout semble indiquer une augmentation des revenus non déclarés, de ce qu'on appelle « les salaires sous enveloppe », un fléau pourtant en partie endigué ces dernières années. Comment peut-on encore croire dans la justice fiscale lorsque, malgré une pression fiscale accrue, les dépenses publiques, sans exception, connaissent des coupes sombres ?

Il semble que le gouvernement manque d'une vision claire des réformes, qui paraissent chaotiques et improvisées. Jusqu'aux élections de juin 2009, la population ignorait totalement quelles mesures le gouvernement avait l'intention de prendre pour répondre aux exigences de la Commission Européenne et du FMI. Après cette date, le Premier Ministre Dombrovskis annonça une diminution du budget de l'Etat de plus de 600 millions LVL. Le budget social en fit les frais : pensions, allocations sociales et systèmes des soins de santé. Les services minimaux sont de moins en moins accessibles et des milliers de fonctionnaires ont perdu leur emploi. Le taux de chômage a atteint 12,1%, ce qui constitue un sommet ces 12 dernières années. La situation et le climat social se sont à ce point assombris que les sociologues prédisent une nouvelle vague d'émigration.[4]

La gestion de la crise par les autorités publiques aura de graves conséquences sur les générations futures. Il est grand temps que l'Union Européenne repense sa stratégie et construise enfin une Europe en laquelle nous aurons confiance.

1\ Depuis l'été dernier, le zloty polonais a perdu 48% de sa valeur par rapport à l'euro, le forint hongrois 30% et la couronne tchèque 23%. Il est donc plus difficile de rembourser les emprunts contractés en euro. En Pologne, la valeur de l'endettement des ménages en devises étrangères a triplé en 3 années, pour atteindre 12% du PIB l'année dernière, avec quelque 70% des hypothèques contractées en devises étrangères. En Hongrie, les emprunts contractés en devises étrangères constituent 62% des dettes des ménages, alors qu'ils n'atteignaient que 33% il y a trois ans. Les propriétaires se retrouvent dans l'incapacité de rembourser leurs dettes.

2\ Allocation sociale à montant fixe accordée aux familles avec enfants, pour les aider à acheter leur premier logement.

3\ Quotidien letton *Independent*, 8 sept. 2008.

4\ La première vague d'émigration a eu lieu au milieu des années 90, quand des dizaines de milliers de Lettons ont quitté le pays à la recherche d'une vie meilleure dans d'autres pays européens, principalement en Irlande, au Royaume-Uni et en Espagne. On remarque une résurgence récente de l'émigration.

Allemagne : un panorama général loin d'être rose

PAR TERESIA PEYER ET MANFRED MOHR, EAPN ALLEMAGNE

L'Allemagne étant une grande nation exportatrice, la crise mondiale a entraîné une chute brutale des commandes et de la production, avec de graves conséquences sur la solvabilité des entreprises et sur l'emploi.

Le gouvernement allemand a pris une série de mesures pour réduire l'impact de la crise sur l'économie et sur le marché du travail. En novembre 2008 et en janvier 2009, il a adopté deux plans de relance économique1, dotés d'un budget de mise en œuvre avoisinant les 100 milliards d'euros. Ces plans sont censés contrer la chute des exportations, en stimulant la demande intérieure, et permettre aux entreprises de maintenir l'emploi le plus longtemps possible.

Détaillons les mesures : le gouvernement a adopté plusieurs nouvelles exemptions fiscales. La prime aux voitures vertes, notamment, a stimulé la demande intérieure d'automobiles. Le gouvernement a également encouragé les investissements en capitaux publics, principalement dans l'infrastructure locale. Il a amélioré les conditions de chômage partiel. Ce concept, qui a été salué par les autorités publiques hors d'Allemagne, a permis d'éviter les licenciements dans l'attente d'une future relance économique. Le mécanisme datait d'avant la crise, mais a retrouvé sa fonction originelle depuis lors. Le nombre de travailleurs en chômage partiel est passé de 51.000 en mai 2008 à 1,4 millions en mai 2009.

En raison de ces mesures, et plus précisément du chômage partiel, on a pu éviter une augmentation trop forte du nombre de sans-emploi (7,5 % ou 3,16 millions de personnes en juin 2008 contre 8,1 % ou 3,41 millions de personnes en juin 2009). Cependant, la relative stabilité des prix, l'augmentation des indemnités de pensions en juillet 20092 et la réduction de l'impôt sur les secondes résidences ont eu un impact positif sur la consommation et sur le marché du travail. En outre, le marché du travail a bénéficié de la baisse démographique actuelle et de son impact sur la main d'œuvre.

Néanmoins, toutes ces mesures sont temporaires et ne suffiront bientôt plus pour endiguer **une augmentation considérable du chômage** et, partant, de la pauvreté, qui risque de se poursuivre en dépit des timides signes de reprise actuels. Il reste à voir si les prochaines élections en Allemagne marqueront le tournant souhaité, avec un nouveau gouvernement, ou si la situation continue à se détériorer.

De plus en plus de travailleurs ont un emploi précaire. Les accords de chômage partiel imposent une lourde charge sur les familles qui ne peuvent plus répondre à leurs charges financières. Ce constat s'applique d'autant plus aux populations vulnérables, dont les familles, les migrants, les parents isolés, les enfants et les jeunes, qui vont souffrir le plus.

La conséquence est inévitable : l'augmentation du nombre de chômeurs entraînera une diminution des contributions sociales et de plus en plus de personnes, d'ici la fin de l'année, dépendront de l'assistance sociale. Mais le tableau pourrait s'assombrir encore plus : malgré une épargne jusqu'alors élevée, les mesures prises par le gouvernement (auxquelles s'ajoute un programme de garantie bancaire colossal) ont entraîné pour l'Etat une **dette record (1,641 milliard d'euros à la fin de 2008!)** qui – couplée aux diminutions de contributions sociales – **aura sans doute un impact désastreux sur la stabilité et la sécurité du système social**. Le public, pour sa part, se rend compte que « quelqu'un devra en payer le prix » et il sait que ce sera les contribuables.

Alors que le gouvernement met de plus en plus l'accent sur la relance de l'économie et du marché du travail, les acteurs sociaux et la société civile doivent assumer la responsabilité d'aider et de soutenir ceux et celles qui connaissent déjà la pauvreté et qui souffrent le plus de la crise. Les organisations sociales et bénévoles doivent faire pression sur le gouvernement pour qu'il redevienne et reste un véritable Etat-providence. Il faut pour cela qu'il :

- évalue les effets de la crise et des efforts de relance à la lumière des principes de justice sociale et d'équité, et qu'il aide ceux qui dépendent de l'aide sociale, dont les plus vulnérables;
- reconnaisse le rôle central de la société civile, des organisations sociales et de l'économie sociale, sans oublier celui du travail bénévole;
- contrôle les investissements publics et veille que ceux-ci soient suffisamment consacrés au social.

Dans ce contexte, EAPN Allemagne (la *Nationale Armutskonferenz – NAK*) souhaite intensifier ses efforts pour préparer l'Année européenne 2010 afin de sensibiliser le public à la pauvreté et de revendiquer une responsabilité partagée dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Voilà pourquoi EAPN Allemagne a-t-il pris part aux discussions sur le Programme national stratégique, qui ont permis de dresser un tableau loin d'être rose de la situation du pays. Les problèmes du jour ne sont pas uniquement le résultat de la crise économique ; ils sont également dus à la résistance de certains cercles politiques qui refusent de prendre la moindre mesure de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Au cours de la semaine thématique nationale, qui s'inscrira dans le programme national, le NAK et d'autres acteurs de la société civile essaieront d'atteindre ceux et celles qui ne s'intéressent pas au thème de la pauvreté ou qu'il faut encore convaincre de la nécessité de combattre un phénomène qui jette l'opprobre sur un pays aussi riche que l'Allemagne.

1\ "Sauvegarder l'emploi en consolidant la croissance" et "un Pacte de stabilité et de croissance en Allemagne".

2\ Le gouvernement avait annoncé, avant la crise, une augmentation des allocations de pensions pour juillet 2009 et n'a pas changé son calendrier.

La crise n'a pas épargné la Finlande

PAR ARI SAARTO, EAPN FINLANDE

Selon le Rapport Stratégique National sur la Protection Sociale et l'Inclusion Sociale 2008–2011[1] **présenté par la Finlande en 2008, la situation sociale du pays était alors relativement bonne**. Le rapport indiquait que les aides sociales, les services sociaux et de santé et d'autres services publics avaient permis de limiter les niveaux de pauvreté et d'exclusion sociale, tout en maintenant l'égalité hommes-femmes. En comparaison avec les autres Etats membres de l'Union européenne, la Finlande connaissait des conditions d'emploi et de vie relativement bonnes et le niveau de pauvreté était bas; le niveau de pauvreté des enfants était le plus faible de l'UE, même si les chiffres avaient amorcé une augmentation tout juste avant l'élaboration du rapport.[2]

Depuis la publication du Rapport Stratégique National, la situation s'est considérablement dégradée, notamment en raison de la crise économique et financière mondiale. Si les conséquences sociales de la crise n'ont pas encore été analysées, les dégâts sont évidents. Le taux de chômage a commencé à augmenter vers la fin 2008, passant de 6,4% en août 2008 à 8,7% en juillet 2009. L'augmentation du chômage chez les jeunes inquiète tout particulièrement. Le revenu des ménages a chuté, notamment chez les familles avec enfants, tandis que les dépenses sociales et en aides au logement connaissent une forte augmentation. La pauvreté a surtout augmenté parmi les familles monoparentales. L'écart entre les différents niveaux de salaires s'est creusé considérablement. La situation sociale se dégradant, l'attitude face aux migrants, aux citoyens européens itinérants (pauvres) et surtout à l'égard des mendiants Roms, est devenue plus négatives, voire hostile.

En Finlande, les municipalités sont responsables de l'offre de services de base ; soit elles les prestent elles-mêmes, soit elles les externalisent vers le secteur privé ou vers le milieu associatif[3]. La crise économique a causé une nette diminution des financements récoltés via le prélèvement de l'impôt sur le revenu, ce qui influe sur l'offre de services sociaux, scolaires et de santé. Cela risque de durer plusieurs années. Les coupes réalisées par les différentes municipalités dans le domaine des services pourraient creuser les différences locales et régionales et accentuer les inégalités dans l'offre nationale de services de protection sociale.

Le«LabourInstituteforEconomicResearch» estime que, pour maintenir un système de protection sociale et des services de protection sociale suffisants, il est nécessaire de maintenir un haut niveau d'imposition, ainsi que des taux élevés d'emploi et de natalité. Afin d'atteindre cet objectif, la Finlande doit arriver à un taux d'emploi d'au moins 75% et le niveau total d'imposition devrait s'élever à environ 45% du revenu total.[4] En outre, il conviendrait d'allonger l'âge de la retraite (63-68 ans aujourd'hui), d'autant plus que, de nos jours, la plupart des personnes partent à la retraite à l'âge de 59 ans. La Cour des Comptes finlandaise estime que, si un jeune vit en situation d'exclusion pendant toute la durée de sa carrière professionnelle (40 ans), la perte pour l'état s'élèvera à 1,1 million d'euros en cotisations non versées.

Dans le cadre de sa politique européenne, la Finlande a souligné l'importance d'une approche globale et stratégique. *"Le concept de protection sociale doit être entendu dans son sens large et défini de manière à englober toute la population. L'état providence devrait être capable de se renouveler pour relever les défis nationaux, européens et mondiaux"*.[5]

Toutefois, EAPN Finlande craint que le gouvernement ne répète les mêmes erreurs que lors de la précédente crise économique et financière des années 90, losque l'on a sabré dans les budgets de nombreuses aides sociales et services sociaux, laissant ainsi des tas de gens dans des difficultés dont la plupart ne sont toujours pas sortis aujourd'hui. Dans la plupart des cas, le niveau des aides ne suit pas l'évolution générale des salaires.

Pourtant, certaines bonnes pratiques adoptées lors de la précédente crise ont porté leurs fruits, notamment les services de médiation pour les personnes surendettées lancés en février 1993 par les ONG et repris dans la législation nationale en 2002. D'autre part, la publicité pour les crédits privés rapides, omniprésente, a provoqué une augmentation de la demande pour ce type de services de protection sociale.

L'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale arrive à grands pas et nos principaux objectifs nationaux sont l'inclusion sociale et la cohésion sociale. Qui dit "inclusion", dit "dans quelque chose". Si l'objectif d'inclusion figure dans notre législation nationale, il n'est pas toujours pris en compte dans l'application des politiques locales.[6]

Les autorités finlandaises et les ONG partagent l'idée que la **promotion du bien-être et de la santé améliore l'inclusion, la sécurité et la protection sociale**. Le Président de la République, Tarja Halonen, est d'avis que *"le développement durable nécessite une justice globale et davantage de responsabilités à l'égard des personnes et des marchés."*[7] Le financement des services sociaux et de santé devrait être considéré comme un investissement plutôt que comme une dépense. *"La prévention, l'intervention précoce et la collaboration entre autorités publiques sont les meilleurs moyens de combattre la vulnérabilité, la discrimination, l'insécurité et la violence qui règnent au sein de la société"*.[8]

1\ *Rapport National sur les Stratégies pour la Protection Sociale et l'Inclusion Sociale 2008-2011. Rapports du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé*, 2008, p.38.

2\ Iivonen, Esa: *La pauvreté des enfants en Finlande*. Présentation lors de la conférence « *Des façons pratiques d'améliorer la santé des enfants et leur changement de vie dans les villes européennes* », qui s'est déroulée le 24 avril 2009 à Helsinki, en Finlande.

3\ L'offre de services émanant des ONG et les partenariats entre le secteur public et les ONG font déjà partie d'une longue tradition. Les communautés paroissiales contribuent considérablement au travail social.

4\ 43,1% en 2008, environ 41,8% en 2009 et on prévoit 41% pour 2010.

5\ *Rapport National sur les Stratégies pour la Protection Sociale et l'Inclusion Sociale 2008-2011, Rapports du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé 2008*, p.38.

6\ EAPN Finlande participe activement à la préparation et à la mise en œuvre des processus de l'année européenne, en tant que membre de l'instance nationale d'exécution (NIB). Pour la mise en œuvre pratique, EAPN Finlande fait parite d'un consortium désigné par l'instance nationale d'exécution pour assurer la coordination des activités en 2010. Le coordinateur du consortium est l'Institut National pour la Santé et la Protection Sociale (THL), un institut de recherche et de développement qui dépend du Ministère finlandais des Affaires Sociales et de la Santé.

7\ Halonen, Tarja: Discours d'ouverture lors du séminaire *Sosiaali- ja terveysturvan päivät Rovaniemellä* à Rovaniemi, en Finlande, le 12 août 2009.

8\ *Le Rapport National sur les Stratégies pour la Protection Sociale et l'Inlcusion Sociale 2008-2011. Rapports du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé 2008*, p.38.

L'impact de la crise sur les familles et les enfants ne fait que commencer

JANA HAINSWORTH, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE D'EUROCHILD

On commence à peine à saisir la profondeur d'une crise économique – la plus grave depuis la seconde guerre mondiale – qui affecte lourdement les vies des familles et des enfants partout dans l'UE. Les pertes d'emplois ne constituent que la pointe de l'iceberg et on connaît bien moins les conséquences de la crise sur les vies des membres d'une famille. Plus préoccupant encore est le sort réservé à ceux et à celles qui éprouvaient déjà les pires difficultés *avant* la crise. L'accent étant en effet de plus en plus placé sur les travailleurs ayant perdu leur emploi à cause de la crise, le risque est que les plus vulnérables de la société soient oubliés.

Les membres d'Eurochild sont pour la plupart des organisations qui offrent des services aux familles et aux enfants et/ou mènent un travail de plaidoyer en faveur des droits de l'enfance. Leur travail s'avère de plus en plus difficile. **Les ONG doivent répondre à une demande accrue avec des ressources sans cesse moindres. Les gouvernements reviennent sur leur promesse d'investir dans des efforts de réduction de la pauvreté des enfants et de promotion des droits de l'enfance**. On contrôle peu ou pas du tout dans quelle mesure les restrictions budgétaires rognent les droits sociaux – alors que des milliards d'euros ont été dépensés pour sauver les banques.

Avant que la crise ne frappe, presque un enfant sur cinq vivait déjà dans la pauvreté. Aujourd'hui, la situation est certainement pire. Eurochild ouvre à ce que les politiques se concentrent sur la pauvreté infantile et ce dans le cadre d'une stratégie globale de lutte. Les enfants sont trop souvent ignorés comme un groupe à part entière et l'analyse de leurs besoins dépassent rarement le cadre des politiques sur la famille. Les enfants sont des citoyens européens, qui méritent que l'on prenne en compte leurs points de vue et leurs expériences. Qui plus est, **l'enfance est une période de nombreux changements**. **Une intervention précoce, si elle est efficace, peut avoir des effets durables et, éventuellement, briser le cercle de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.**

L'expérience de la crise risque d'avoir des conséquences durables sur le développement social, émotionnel, moral et éducatif de l'enfant. Il peut s'agir de conséquences directes dans des cas extrêmes, comme en Lettonie, où des écoles ont fermé leurs portes, où des parents sont incapables de payer les frais de transport vers l'école ou la crèche, ou des effets plus subtils, comme la façon dont les enfants gèrent le stress familial ou décident de leur avenir en fonction d'une certaine perception de leurs perspectives.

Si le lien avec la crise n'apparaît pas directement, certains membres d'Eurochild signalent une recrudescence des cas d'application de mesures de protection de l'enfance et du nombre d'enfants victimes de violence domestique. En attestent de nombreuses recherches[1], le rôle des parents est crucial pour atténuer les effets de la crise sur le bien-être de l'enfant. **La capacité des enfants à comprendre la situation et à s'y adapter dépend fortement de la qualité de la parentalité qui, à son tour, dépend des ressources et des circonstances de vie**. Le stress économique a inévitablement un impact sur les relations familiales. Il est fréquent que les parents n'aient ni le temps ni la capacité émotionnelle ou physique de guider et de nourrir les enfants d'une manière adéquate pour fixer les limites dont ils ont besoin, suivre leur développement et y apporter une réponse positive. Tout cela est pourtant indispensable au développement de l'estime personnelle et de l'identité de l'enfant.

Eurochild estime que **la pauvreté et le bien-être de l'enfant doivent rester prioritaires dans l'agenda politique, dans le cadre d'une stratégie durable visant à éliminer la pauvreté dans l'Union**. On ne peut tergiverser sur les engagements pris. La Méthode Ouverte de Coordination sur l'inclusion sociale a permis d'améliorer la compréhension des bonnes pratiques dans la lutte contre la pauvreté infantile[2]. Le développement parallèle d'une stratégie européenne des droits de l'enfant[3] offre un cadre clair à une approche de réduction de la pauvreté basée sur les droits. Cependant, bien que les gouvernements aient pris des engagements, ils tardent à y répondre. Leur détermination politique varie au gré de la crise. Or, reporter les réformes multiplie les problèmes à venir. L'investissement dans les enfants est une obligation qui ne peut attendre, faute de que les générations suivantes en assumeront aussi le coût.

Eurochild demande donc aux gouvernements de l'Union de saisir l'occasion offerte par l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour adopter des cibles concrètes et quantifiées en matière de réduction de la pauvreté, ainsi qu'une Recommandation européenne sur la pauvreté et l'exclusion sociale des enfants, qui placerait les Etats membres face à leurs responsabilités. Pareille recommandation devrait contenir l'engagement de combattre la pauvreté des enfants dans un cadre basé sur les droits, ainsi que des lignes directrices sur les bonnes pratiques et des cibles dans le domaine des services pour les premières années, l'enseignement, la santé, la protection de l'enfance, l'emploi, l'aide aux familles, le logement, le sport et les loisirs.

Enfin, **l'UE doit faire pression sur les Etats membres pour qu'ils garantissent les droits des enfants les plus vulnérables**. Certains groupes d'enfants sont particulièrement exposés aux risques d'exclusion sociale et de pauvreté, comme les enfants placés en institutions, les mineurs non accompagnés, les enfants handicapés, les enfants d'origine migrante, les enfants Roms – parmi d'autres. Des mesures ciblées s'imposent si nous voulons réellement prendre en compte les défis extraordinaires auxquels ils sont confrontés, et toutes les politiques doivent contenir un aspect de lutte contre les discriminations.

La société continuera à ressentir les effets de la crise bien après le début de la reprise économique. Investir aujourd'hui et de manière intelligente dans nos enfants nous permettra d'atténuer les conséquences négatives à long terme de la crise et de donner à l'Union européenne un avenir durable.

1\ Leinonen, Jenni, *Les familles en difficultés, Santé mentale des enfants et familles ; le bien-être en Finlande – Au cours de la récession économique des années 1990: l'importance de la parentalité*, Rapport de la recherche STAKES 143, 2004.

2\ *La pauvreté et le bien-être des enfants dans l'UE – la situation actuelle et des pistes pour l'avenir*, Comité Protection sociale, janvier 2008.

3\ La Communication de 2006 – *Vers une stratégie européenne sur les droits de l'enfant* (COM(2006) 367) – préfigure l'adoption éventuelle d'une stratégie européenne sur les droits de l'enfant suite à une analyse plus approfondie et la mise en place d'une consultation publique. La récente communication de Stockholm COM(2009) 262 sur les chantiers à venir de la DG Justice, Liberté et Sécurité (DG JLS) contient un nouvel engagement européen d'adopter de manière prioritaire « une stratégie européenne ambitieuse sur les droits de l'enfant » (p. 30).

Plus de besoins, besoin de plus

Une étude d'Eurodiaconia sur l'impact de la crise financière sur les prestataires de services sociaux

PAR HEATHER ROY, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE D'EURODIACONIA

Lorsqu'à la fin 2008, la gravité de la crise financière est apparue de manière évidente, Eurodiaconia a décidé d'évaluer comment la crise, et la crise sociale qui en découlait, allait peser sur la capacité de ses membres à fournir les services sociaux essentiels à ceux et celles qui en ont besoin. Nous avons mené à bien une recherche entre janvier et mars 2009 et avons demandé à nos membres d'analyser l'impact de la crise sur l'organisation, ses finances, la demande de services ; nous les avons ensuite invités à partager leurs impressions générales.

21 membres sur 33 ont répondu et ont partagé avec nous leur expérience et leur opinion sur la crise financière et son impact social. Les conclusions tirées des réponses ne manquent pas de nous préoccuper et nous allons faire part des résultats à nos partenaires institutionnels. Nous allons également nous pencher sur la manière d'aider nos membres à offrir ces services sociaux.

Premièrement, **les personnes qui souffrent de la crise financière, et celles qui en souffrent le plus, sont les personnes qui se trouvaient déjà en situation de pauvreté et d'exclusion avant le début de la crise financière**. Deuxièmement, les organisations membres d'Eurodiaconia sont des prestataires de services tels que des programmes alimentaires, des services aux personnes sans-abri et des services de médiation des dettes aux personnes en difficulté. Parallèlement, la diminution des financements en provenance des gouvernements prive de nombreux membres des ressources qui leur sont nécessaires. Dans certains pays, la situation n'est pas encore si dramatique, les budgets pour 2009 ayant été décidés avant le démarrage de la crise. Toutefois, **nous craignons que, dans un proche avenir, les gouvernements locaux et autres tenteront de récupérer les pertes sur le dos des budgets consacrés aux services.**

Troisièmement, il semblerait que **l'impact de la crise et les perspectives d'avenir diffèrent entre les différentes régions européennes**. Jusqu'à présent, les prestataires de services diaconaux des pays nordiques semblent moins touchés par la crise et sont plus optimistes pour l'avenir, peut-être parce que la plupart ce des pays disposent de systèmes universels de soins de santé et de services sociaux et qu'en règle générale, leurs systèmes de chômage et de protection sociale sont de qualité. En revanche, les pays d'Europe de l'est ont été davantage touchés par la crise et se montrent très pessimistes.

Que devons-nous faire ? Nous devons **investir dans les services sociaux, car ils sont essentiels dans la lutte contre les effets de la crise**. Nos membres sont en train de négocier avec les gouvernements afin de garantir que leurs services restent opérationnels et que la qualité n'en soit pas compromise. Nous devons nous **assurer que les personnes qui étaient en situation de pauvreté ou de chômage avant la crise ne soient pas oubliées**. Nous devons aider les nouveaux chômeurs, mais également ceux et celles qui étaient sans emploi avant la crise. La communication sur l'emploi de la Commission européenne, publiée en juin 2009, nous a déçus dans son analyse des besoins des chômeurs de longue durée et des personnes en situation de pauvreté. Nos membres plaident en faveur de la poursuite de l'investissement dans l'aide aux personnes les plus éloignées du marché de l'emploi et pour la mise en œuvre de la recommandation sur l'inclusion active.

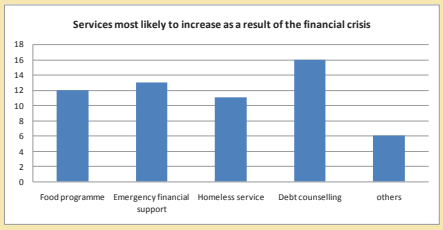
Vous pouvez télécharger l'intégralité du rapport sur www.eurodiaconia.org .

Eurodiaconia *est une fédération d'organisations, d'institutions et d'églises qui offrent des services sociaux et de santé ainsi qu'un enseignement basé sur les valeurs chrétiennes dans plus de 20 pays européens.*

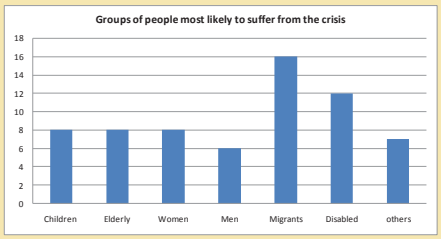
Nous reconnaissons également la complexité de la problématique de la pauvreté en temps de crise, qui plonge de plus en plus personnes dans des difficultés multiples. En conséquence, il conviendrait d'offrir des services intégrés et multiples répondant à ces besoins complexes. Si nous espérons que la réforme des Fonds Structurels rendra ceux-ci plus accessibles et plus réactifs aux besoins et aux projets actuels, nous souhaitons, par ailleurs, que d'autres aides viennent soutenir les prestataires de services sociaux confrontés, en raison de la crise, à des problèmes de liquidités, afin de garantir la continuité et la qualité des services.

Eurodiaconia est convaincu de la **nécessité de repenser les valeurs et les concepts de croissance et de développement**. Nous voulons que la croissance soit durable et au service de l'objectif plus noble du progrès social. Dans ce cadre, la stratégie de l'après-Lisbonne doit davantage mettre la cohésion sociale et l'inclusion sociale au cœur de ses politiques et les considérer comme des objectifs transversaux.

Puisque la crise est loin d'avoir dévoilé toute son ampleur, nous devons assurer le suivi de son impact social. Si Eurodiaconia s'engage à s'y atteler avec ses membres, les gouvernements et les institutions européennes doivent faire de même.



Source : *More in Need - More Needed*, Eurodiaconia, Mai 2009, p. 14.



Source : *More in Need - More Needed*, Eurodiaconia, Mai 2009, p.13.

Les pays en développement subissent une triple crise

PAR MARIA-WALTRAUD RABITSCH, CONSEILLÈRE SENIOR, RESPONSABLE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ, DÉVELOPPEMENT RURAL ET DÉCENTRALISATION, AGENCE DE DÉVELOPPEMENT AUTRICHIENNE

Les pays en développement sont confrontés à trois crises simultanées et interdépendantes.

Au cours des deux dernières années, certains pays parmi les plus pauvres du monde ont connu une envolée des prix des denrées alimentaires de base qui a une grave incidence à long terme sur la famine, la malnutrition et la pauvreté. Environ 100 millions de personnes supplémentaires sont tombées sous le seuil de pauvreté national de leur pays. A l'heure actuelle, un milliard de personnes se couchent avec la faim, tombent malades pour cause de malnutrition ou meurent de la famine.

Parallèlement, on assiste à une augmentation exponentielle du prix des carburants, qui augmente les coûts de production, les coûts de traitement et de transport. En outre, l'accent placé au niveau international sur la production de biocarburants pose d'énormes défis en matière de sécurité alimentaire, de durabilité environnementale et même en matière de droits humains. Les rachats massifs de terres arables dans les pays en voie de développement ont expulsé les petits agriculteurs de leur terre, les forçant à aller vers des terres plus lointaines et moins fertiles. Les inventaires nationaux font état d'un total de 2.492.684 ha de terres concernées sur la période 2004-2009 dans cinq pays africains.

La crise est aussi financière. Les flux de capitaux vers les pays en développement ont diminué pour atteindre environ 165 milliards de dollars en 2009 (moins de la moitié du montant alloué en 2008). Du fait du retrait des investisseurs, les taux d'intérêt et le coût des emprunts se sont envolés. La chute des investissements dans l'infrastructure et les services publics affecte les groupes les plus pauvres et mène à des pertes d'emplois - notamment dans le domaine des travaux publics - qui réduisent les ressources disponibles à l'achat de nourriture, aux soins de santé et à la scolarité des enfants. Des pans entiers de la société tombent ainsi dans le cercle de la pauvreté, potentiellement pour plusieurs générations.

En outre, les pays en développement se heurtent de plus en plus à l'effet des changements climatiques. Déjà pauvres et/ou endettés, ces pays n'ont pas les ressources financières nécessaires pour contrer les effets de la sècheresse ou des inondations et pour investir dans les mesures indispensables à la protection des moyens d'existence de la majeure partie de la population, qu'il s'agisse des soins de santé ou de la gestion durable des ressources naturelles (la terre et l'eau).

Toutes ces crises ont de **sérieuses répercussions sur les pays en développement:**

- **Elles font baisser les investissements publics et privés** dans tous les secteurs et à tous les niveaux et détruisent les moyens d'existence des personnes les plus vulnérables.
- **Elles réduisent l'aide financière** de donateurs préoccupés par la récession économique (l'Irlande et l'Italie). En dépit des engagements clairs de maintien des niveaux existants (Royaume-Uni), le pourcentage du PIB consacré au développement sera moindre.
- **Elles font chuter les rapatriements de fonds,** car les travailleurs migrants perdent leur emploi ou doivent rentrer au pays en raison des niveaux élevés de chômage et de l'augmentation du coût de la vie dans l'hémisphère nord[1,] et ne peuvent plus subvenir aux besoins de leur famille.
- **Elles érodent les niveaux de production et d'exportation**. Suite à la diminution de la demande sur les marchés mondiaux, la plupart des prix des matières premières, dont dépendent fortement ces pays, vont diminuer.

Suite à toutes ces crises, les niveaux de pauvreté et de famine explosent[2] et s'engouffrent dans un cercle vicieux : la faiblesse des investissements a une incidence négative sur l'emploi et le revenu[3]. L'augmentation des coûts de production, du traitement et de la commercialisation est fatale pour les petits agriculteurs, et les disparités sociales et régionales s'accentuent. Certains experts prétendent que les centres urbains, plus proches des marchés, ont été davantage touchés, mais les ressources limitées seront probablement d'abord dépensées dans les capitales et dans les régions plus rentables économiquement, tandis que les zones rurales verront le retour des personnes ayant perdu leur emploi dans les industries urbaines ou dans le secteur de la construction.

Y a-t-il une issue à ces crises ?

Du point de vue de la coopération au développement, la première réponse à apporter est le **maintien de l'aide officielle au développement (AOD)** à un niveau adéquat et le respect des engagements pris à Monterrey. Bien que la quantité d'argent nécessaire soit relativement limitée par rapport aux montants dépensés dans le sauvetage du système bancaire occidental et de l'industrie automobile, elle risque d'être difficile à rassembler vu la tendance répandue à servir d'abord l'intérêt national.

Quant au cadre actuel de la coopération au développement, il est essentiel de garantir l'efficacité des efforts consentis en matière de développement et de respecter les principes de la Déclaration de Paris, surtout pour ce qui relève de la **gestion des résultats du développement**. Améliorer l'aide implique de:

- S'attaquer aux régions et aux secteurs les plus importants pour les personnes en situation de pauvreté (petits agriculteurs, secteur privé informel, commerce de proximité...),
- Garantir une participation inclusive dans les processus décisionnels,
- Insister sur la protection sociale des groupes vulnérables afin soutenir leurs niveaux de vie lorsque la croissance économique, l'offre d'emplois et la génération de revenus échouent dans cette mission.

Dans une perspective plus large, les systèmes de commerce mondial doivent être réformés. Les subventions aux exportations des pays industrialisés doivent diminuer et le déversement de produits doit être réduit. Parallèlement, il conviendrait de garantir un meilleur accès aux marchés mondiaux pour les pays en développement et de réguler les normes de qualité. Enfin, il est nécessaire de mettre en place un contrôle plus rigoureux du système financier mondial, de s'attaquer à la spéculation et à la fraude fiscale et également de contrôler les achats de terres par des investisseurs étrangers dans les pays en voie de développement. La coopération au développement ne pourra soutenir pertinemment la lutte contre la pauvreté que si le système financier mondial défend les intérêts de cette coopération.

1\ La Banque Mondiale a récemment prévu une diminution des rapatriements financiers en Afrique de 4 à 8 % en 2009 ; soit une perte de 1 milliard de dollars pour le continent africain.

2\ Selon une analyse de la Banque Mondiale, 53 millions de personnes supplémentaires vont tomber dans le piège de la pauvreté suite au ralentissement de l'économie mondiale. En conséquence, ce nombre s'ajoutera aux 135 à 150 millions de personnes touchées par la crise alimentaire et du carburant sur la période 2007-2008.

3\ Alors qu'il n'existe pas de chiffres officiels relatifs à l'économie informelle (par exemple, les enfants vendeurs de rue), les niveaux officiels de chômage vont augmenter. Selon l'avertissement de l'OIT, les taux de chômage mondiaux en 2009 pourraient dépasser les niveaux de 2007 et passer de 18 à 30 millions de chômeurs (Si la situation continue à empirer, ce chiffre pourrait même atteindre les 50 millions).

La crise en quelques chiffres

Les données qui suivent sont tirées de la synthèse que le Comité sur la Protection Sociale a élaborée sur base du questionnaire rempli par les Etats membres. Toutefois, les Etats membres connaissent des réalités différentes, ont des modes de calcul varié et n'ont pas tous répondu au questionnaire. Si le questionnaire du CPS a pour propos de mesurer l'impact social de la crise, il se concentre prioritairement sur l'impact qu'a la crise sur l'emploi.

Les personnes les plus vulnérables sont les plus touchées

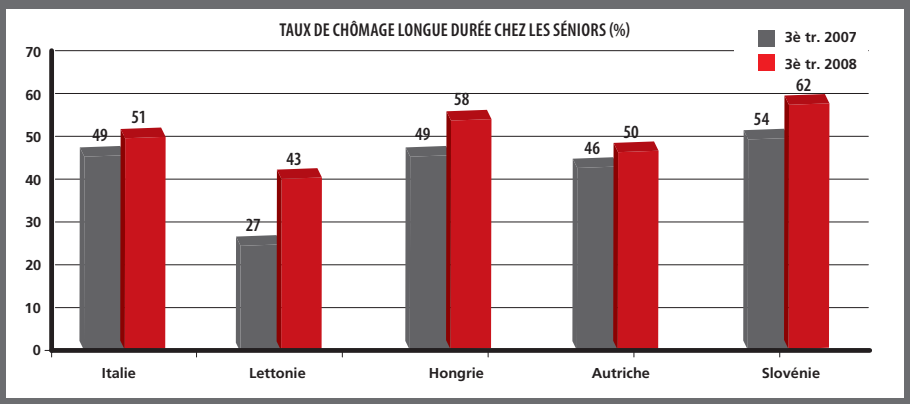
La situation des jeunes et des personnes âgées, des migrants et des minorités ethniques, des personnes peu qualifiées et des intérimaires s'est dégradée.

En mars 2009, le taux de chômage des jeunes a atteint 18,3% au sein de l'UE des 27 contre 14,7% à la fin 2007 : au moins 4,9 millions personnes âgées entre 15 et 24 ans étaient au chômage au cours du premier trimestre 2009. L'Espagne, avec ses 33,6%, présente le taux de chômage des jeunes le plus élevé (18,8% au cours du dernier trimestre 2007).

Diminution des emplois vacants en 2008
Royaume-Uni : 23%, Suède : 31%,
Estonie : 42%, Grèce : 54%, Lettonie : 65%

Au troisième trimestre 2008, le taux de chômage des **travailleurs non-européens** a augmenté plus vite que celui des autres travailleurs et a atteint 16% contre 14% une année auparavant.

Le **taux de chômage de longue durée**[1] chez les travailleurs âgés est particulièrement élevé : 51% et il a pris une courbe ascendante l'année dernière en Italie (il est passé de 49% au troisième trimestre 2007 à 53% au troisième trimestre 2008), en Lettonie (où il est passé de 27% à 43%), en Hongrie (où il est passé de 49% à 58%), en Autriche (où il est passé de 46% à 50%) et en Slovénie (où il est passé de 54% à 62%).



Davantage de personnes dépendent de la protection sociale

Entre mars 2008 et mars 2009, le nombre de bénéficiaires d'allocations de chômage a augmenté de 61,4% en Espagne, de 65,5% en Slovaquie, de 164 % en Estonie, de 200% en Lituanie. Le nombre de bénéficiaires d'allocations de chômage a augmenté de 70% en Irlande entre décembre 2007 et décembre 2008.

Le nombre de demandeurs d'aide sociale a commencé à augmenter dans les pays qui ont été les premiers et le plus durement frappés par la crise : en 2008, +4.9% en Autriche, +4% au Danemark, +29,8 en Irlande, +19.3% en France et +10,8% en Espagne, +39% en Lituanie, + 14,8% au Portugal.

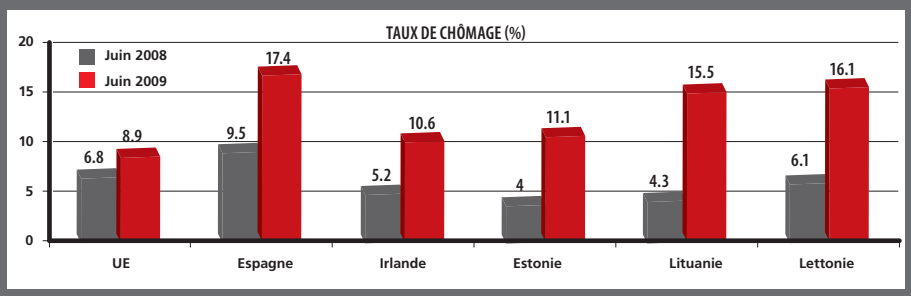
Des menaces sur le logement pour les plus vulnérables

Dans certains pays, la crise sur le marché immobilier a démarré début 2008 et **les prix se sont écroulés :** -3.1% en Irlande, -4% au Danemark, -6.8% en Espagne, -3.3% en Finlande, -22.5% au Royaume-Uni).

Une tendance inverse est observée dans le secteur du logement locatif où **les loyers ont augmenté au-delà du niveau d'inflation général** en République tchèque, en France (+3%), en Lettonie (+23%), en Finlande (+4.6%).

On constate également un nombre croissant **de crédits hypothécaires en défaut de paiement** et des records ont été battus en Belgique, en Estonie, en Grèce, en Irlande, à Malte et en Lituanie. Le nombre de **saisies a également augmenté en 2008:** +100% au Danemark, +300% en Estonie (et 50% d'augmentation supplémentaire au premier trimestre 2009), +126% en Espagne, +17% en Grèce et en Irlande, et +70% au Royaume-Uni.

L'emploi fortement touché par la récession
2006-2008: création nette d'emplois
9 ½ millions[2]
2009-2010: pertes d'emplois attendues
8 ½ millions



Sources :
- The "*Updated joint assessment by Social Protection Committee and the European Commission of the social impact of the economic crisis and policy responses*, 29 mai 2009, *http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/docs/social_protection_commitee/council_10133_2009_en.pdf).*
- "*Sharp increase in unemployment in the EU*", Statistics in Focus, 53/2009, Eurostat, juillet 2009, *http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-09-053/EN/KS-SF-09-053-EN.PDF).*

1\ Pourcentage de personnes qui sont au chômage depuis plus de 12 mois.

2\ Aucune donnée n'est malheureusement disponible sur les taux d'emplois faiblement rémunérés et sur les taux d'emplois faiblement qualifiés.